

**16 novembre 1964, Toronto**

**Empire Club et Canadian Club**

Laissez-moi d'abord vous remercier bien sincèrement de l'honneur que vous m'avez fait de m'inviter à vous rencontrer aujourd'hui et vous dire combien je suis heureux de l'occasion que vous m'offrez de revoir ici de nombreux amis. L'appartenance à des clubs comme les vôtres et votre présence ici aujourd'hui sont une preuve tangible de l'intérêt que vous portez aux affaires canadiennes et, si je peux l'interpréter ainsi, aux deux races qui ont fondé le Canada.

Si vous me le permettez, j'aimerais profiter de l'occasion qui m'est offerte de m'adresser à un groupe aussi représentatif que le vôtre pour vous dire un peu ce que la population de ma province pense et pour vous parler de la transition qui s'opère au Québec de la révolution tranquille à une évolution un peu moins tranquille.

Ce ne sera pas la première fois que je traiterai de ce sujet en dehors du Québec et même à Toronto. J'y reviens pour des raisons qui me semblent impérieuses. Car la situation évolue tellement vite – les changements sont si rapides – qu'il ne nous suffit pas de nous arrêter, de faire le point et de mesurer le chemin parcouru, mais qu'il nous faut aussi expliquer les changements non seulement à notre propre population mais aussi à leurs compatriotes des autres provinces.

C'est dans cette perspective que je vais tenter, dans cette allocution, de m'en tenir aux quelques idées maîtresses qui à la fois motivent et guident les décisions du gouvernement du Québec. Le Canada fait face à l'heure actuelle à deux ordres de problèmes qui, bien que distincts, s'entremêlent dans leurs causes et leurs solutions. Il y a d'abord le problème de la dualité canadienne: comment faire en sorte que le Canadien de langue française soit, individuellement et collectivement, mis sur un pied d'égalité avec le Canadien de langue anglaise. Il y a ensuite le problème du fédéralisme canadien: comment adopter les structures fortement centralisées que nous ont laissées la crise économique et la deuxième grande guerre à la diversité et à l'immensité du Canada.

Au centre de ces deux problèmes et, pour ainsi dire, à leur point de rencontre, il y a le Québec – un Québec dont l'enjeu est beaucoup plus considérable que celui d'aucune autre province, puisqu'il s'agit du maintien et du progrès du groupe canadien-français.

Quelle que soit la nature des initiatives qu'il entreprend, notre gouvernement vise essentiellement à l'épanouissement de la population du Québec. Nous considérons que c'est là notre devoir premier. J'imagine que l'on pourrait en dire autant de tous les gouvernements qui nous ont précédés sauf que, en ce qui nous concerne, nous n'employons pas nécessairement les mêmes méthodes que nos prédécesseurs. Nous essayons surtout d'en arriver à des résultats tangibles et positifs, et cela dans le plus bref délai possible, mais sans perdre de vue les principes auxquels le Québec a toujours adhéré. Ainsi nous croyons qu'il est essentiel à l'épanouissement de notre population que le Québec ait en mains les leviers nécessaires au progrès non seulement culturel, mais aussi économique de ses citoyens. Le facteur ethnique n'est pas le seul à exiger que la responsabilité de ce progrès

soit, en ce que nous concerne, confié surtout au gouvernement du Québec, et non pas laissé au gouvernement central. Il y a aussi le fait que le Québec est en retard sur d'autres provinces, qu'il doit rattraper le temps perdu et qu'il doit, en conséquence, contrôler davantage le rythme de son propre développement.

Comme le Québec est la seule province du pays où les Canadiens d'expression française forment la majorité de la population, il est inévitable que notre action ait une influence sur l'évolution du Canada français tout entier et, de là, sur celle de tout notre pays. Vous ne devez donc pas vous surprendre du souci que le gouvernement du Québec nourrit traditionnellement envers tous ceux qui, au Canada, sont de langue française. Cette préoccupation explique d'ailleurs pourquoi certains parlent souvent du Québec comme étant l'expression politique du Canada français. Il est bien entendu que le gouvernement fédéral est le gouvernement de tous les Canadiens, mais sociologiquement l'on se rend bien compte que la population canadienne-française du Québec se sent davantage près du gouvernement de sa province que de celui du Canada. Les Canadiens français des autres provinces ne sont pas non plus indifférents à ce qui se passe chez nous en raison de l'affinité créée par la langue.

Il ne s'agit pas là, pour les Québécois, de provincialisme étroit; on doit plutôt y voir la conséquence évidente, de l'insuccès relatif de notre régime politique actuel qui fait que le Canadien français du Québec se sent vraiment chez lui seulement au Québec. Ce n'est pas là une supposition de ma part; c'est un fait. Je ne serais pas honnête si je vous le cachais; je ne serais pas réaliste si je l'oubliais. Voilà un aspect de la réalité canadienne dont, à mon sens, on devra tenir compte dans l'élaboration de la confédération d'un type nouveau que souhaite aujourd'hui le Canada français. Il n'en reste pas moins qu'un des groupes fondateurs du Canada, le groupe d'expression française, s'identifie surtout au Québec bien qu'il ait contribué à créer le Canada. Pourtant, sauf une petite minorité, il n'a pas l'intention de quitter les cadres de ce pays, mais, pour corriger quelque peu la situation dont je parle, il tient fermement à ce que le bilinguisme soit pratiqué au moins dans tous les services du gouvernement central.

Il veut également que, dans les autres provinces du pays, les minorités françaises soient traitées au moins aussi justement que le sont les minorités anglaises au Québec. À ce propos, il me fait plaisir, chaque fois que j'en ai l'occasion, de rendre hommage au progrès marquant que l'on constate à ce sujet en Ontario.

Les Québécois croient aussi que l'image internationale du Canada devrait constamment et partout dans le monde refléter la présence ici de Canadiens d'origine française et d'origine anglaise. J'arrive d'un voyage en Europe et je dois vous dire qu'en général des améliorations sensibles se font sentir de ce côté.

Ceci dit, la question fondamentale demeure la suivante: dans le Canada de l'avenir, comment réussirons-nous tous ensemble à faire au Canada de langue française, et plus particulièrement au Québec qui en est en quelque sorte la mère-patrie, la place qui doit lui revenir et comment jouera-t-il le rôle qui doit être le sien comme l'un des collaborateurs initiaux à cette entreprise un peu hasardeuse, mais enthousiasmante que fut l'institution du Canada?

À cette question, plusieurs réponses sont possibles.

Le Canada de l'avenir peut, comme c'est le cas présentement, comporter dix provinces; il n'est pas impossible que ce nombre soit réduit, à la suite du regroupement de quelques provinces actuelles, mais je ne saurais me prononcer là-dessus. Dans l'une ou l'autre de ces situations futures, le Québec, comme entité distincte, aura une place à occuper. Quelle sera cette place?

Puisque le Québec aura une place à occuper, j'élimine donc deux cas extrêmes: d'une part, la fusion du Québec dans un tout canadien de type unitaire et, d'autre part, la séparation complète entre le Québec et le reste du Canada. Je crois que l'hypothèse de la fusion est tout à fait inadmissible pour nous et, de toute façon, parfaitement irréaliste. Quant à la seconde, elle engagerait le Québec dans une voie qui est contraire au mouvement que j'ai perçu lors de mon voyage en Europe et selon lequel des pays distincts, au prix de combien d'efforts et de tâtonnements, cherchent à unir ce que l'histoire avait séparé.

Quelles avenues demeurent ouvertes devant nous ?

On pense d'abord à un Canada où toutes les provinces du pays, dix ou moins selon la configuration politique future de notre pays, auront chacune plus d'autonomie que ce n'est le cas présentement, chacune s'acquittant pleinement de ses responsabilités constitutionnelles. En supposant que toutes les provinces du pays ne désirent pas cet élargissement de leurs tâches administratives, certaines d'entre elles voudront quand même obtenir les responsabilités accrues qu'elles se jugeront aptes à assumer. En tout cas, c'est dans cette direction que le Québec s'est engagé. Dans cette perspective, toutes les provinces n'auraient pas le même régime administratif et les ententes qui interviendraient entre elles et le gouvernement fédéral ne seraient pas nécessairement identiques d'une province à l'autre, mais mieux adaptées à leurs besoins propres. Cela n'exclurait pas automatiquement toute unité d'action de la part des provinces, mais dorénavant la coordination entre elles proviendrait d'un choix librement consenti par elles et serait atteinte par leur collaboration consciente et active.

Ou bien encore, à cause de sa situation particulière de province de culture et de langue différente, le Québec peut désirer exercer des responsabilités auxquelles les autres provinces seraient indifférentes; ce cas s'est d'ailleurs déjà présenté.

Dans ces conditions, le Québec finirait à la longue par vivre selon un régime particulier, sans que, pour cette raison, notre régime confédératif soit menacé dans son essence. Il ne faudrait pas croire qu'il s'agirait là d'un régime privilégié où nous nous ferions accorder par la négociation des pouvoirs, des responsabilités ou des avantages que nous n'avons pas encore et que l'on refuserait aux autres provinces. Il n'en est pas ici question, quoiqu'il ne serait ni sage ni pratique de s'opposer en principe et d'avance à ce que des arrangements particuliers puissent intervenir entre une ou quelques provinces et le gouvernement fédéral sur des sujets qui ne touchent que cette province ou ce groupe de provinces. De tels arrangements, d'ordre financier par exemple, existent déjà envers les provinces de l'atlantique. Dans tout régime fédéral, dans toute constitution on doit préserver un élément

suffisant de flexibilité afin que toutes les parties constituantes du pays ne soient pas forcées, surtout lorsqu'elles diffèrent les unes des autres, d'entrer dans un même moule.

J'ai mentionné toutes les possibilités qui précèdent, sans les commenter en détail, d'abord parce que je vous dirai franchement j'ignore celle qui prévaudra et ensuite parce que je voudrais laisser aux Canadiens d'expression anglaise, nos partenaires dans l'institution de ce pays, le soin d'y réfléchir au cours des semaines et des mois qui viennent. C'est d'ailleurs ce que font présentement plusieurs groupes de travail au pays: la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le Comité parlementaire québécois sur la constitution et le comité fédéral-provincial sur le régime fiscal.

Si le problème que je tente de cerner, nous préoccupe, nous du Québec, il doit pour les mêmes raisons vous préoccuper vous aussi. Si par hasard, ou par malheur selon le point de vue que l'on veut adopter, vous étiez ou demeuriez indifférents, nous du Québec arriverions quand même à formuler une solution car c'est à cette solution que nous consacrons une bonne partie de nos efforts actuels. Je souhaite tout simplement et bien sincèrement que l'avènement du Canada de l'avenir soit le résultat de la réflexion conjointe des Canadiens de langue anglaise et des Canadiens de langue française, sans oublier ceux qui appartiennent à d'autres minorités.

En somme, il faut que le reste du Canada aide le Québec à réaliser ses objectifs. Autrement, si nous sommes forcés d'agir seuls, nous serons et c'est humain – portés à adopter des attitudes qu'on finira de moins en moins à comprendre et qui ne réussiront qu'à nous pousser à une isolation que nous ne souhaitons vraiment pas. Car si, comme certains le craignent, le Québec semble pour eux se retirer à l'écart du Canada, a-t-on pensé que le reste du Canada peut hâter un tel résultat en se tenant, lui, de plus en plus à l'écart des préoccupations et des aspirations du Québec, que ce soit par indifférence ou par opposition ?

Par notre affirmation collective, en édifiant un Québec économiquement et politiquement fort et sûr de lui, nous avons modifié une situation à laquelle le Canada tout entier s'était habitué. Nos compatriotes de langue anglaise doivent aujourd'hui se faire une autre image du Québec. J'admets que c'est là un processus psychologique toujours difficile, même très difficile. D'ailleurs certains éléments de la société québécoise ne sont pas eux-mêmes encore entièrement adaptés aux réformes que nous avons apportées à nos propres institutions. C'est normal. N'oublions pas cependant que le gouvernement et la population du Québec, tout comme le reste du pays, font face à l'heure actuelle à des préjugés et à des impatiences que nous devons, de part et d'autre, dissiper au plus tôt. Le groupement canadien-français et le groupement canadien-anglais comptent chacun des extrémistes et des personnes qui ne veulent ni comprendre ni accepter la réalité des faits.

En évaluant cette réalité de la façon la plus lucide possible, le Québec moderne recherche actuellement et pour l'avenir les conditions économiques, sociales et politiques d'une interdépendance qui puisse permettre son plein épanouissement et qui soit plus digne qu'une indépendance qui risquerait fortement de n'être qu'illusoire. Personnellement, je crois que c'est dans cette voie, à la fois modérée et constructive, que le Québec doit s'engager. Dans un tel système d'interdépendance, il faut que chacun accepte l'autre. De notre côté, sauf une infime minorité, nous sommes prêts à accepter les problèmes et les

difficultés de la coexistence parce que nous en percevons les avantages ultimes. Nous sommes prêts à accepter notre partenaire, le Canada anglais, comme il est et nous n'avons aucune intention, par exemple, de le forcer à changer son mode de vie ou sa culture. Nous voulons cependant la réciprocité, c'est-à-dire qu'on nous accepte tel que nous sommes et en tenant compte de la situation particulière du Québec dans la confédération canadienne.

Je ne voudrais pas aujourd'hui avoir l'air de transmettre ce que l'on pourrait appeler un message au Canada anglais, mais j'ai une opinion à formuler, une opinion fondée sur l'expérience que j'ai acquise comme Premier ministre du Québec.

Il me semble que tout régime politique canadien qui, sous prétexte que le caractère sociologique et culturel du Québec ne serait qu'un phénomène passager et de peu d'importance, viserait à nous intégrer malgré nous dans un cadre uniforme et à nous forcer à transformer nos institutions et notre façon de vivre pour les adapter à celle des autres provinces, est d'avance condamnée au désastre. Si nous acceptons d'harmoniser nos lois et nos techniques administratives à celles des autres provinces, nous voulons que ce soit là le résultat d'un choix lucide et non d'une contrainte. En somme, nous voulons que nos décisions en ces matières soient autonomes et qu'elles soient dictées par nos propres évaluations des faits et des nécessités de l'interdépendance.

Nous demandons aussi que, dans le Canada de l'avenir, celui auquel nos esprits ont graduellement commencé à se préparer d'abord par une prise de conscience réciproque de nos problèmes communs et ensuite grâce à certains gestes concrets de compréhension mutuelle, nous demandons, dis-je, que dans le Canada de l'avenir l'on donne à l'entité canadienne-française, et particulièrement au Québec qui en est le point d'appui, une dimension qui seule pourra permettre l'égalité réelle et le respect l'un par l'autre des Canadiens de langue française et des Canadiens de langue anglaise. Voilà, je pense, en quelques phrases, l'essentiel de notre position sur le fédéralisme canadien.

Je viens de vous exposer, chers amis, aussi franchement et aussi honnêtement que j'ai pu, l'opinion de l'immense majorité des citoyens du Québec. Je n'aurais pas pu le faire de cette façon, il y a deux ou trois ans.

Depuis ce temps, nous avons continué de réfléchir et de préciser nos aspirations. Elles n'ont rien de révolutionnaire et ne surprendront désagréablement que ceux qui n'ont pas encore saisi le sens de notre évolution récente. Je pense plutôt qu'elles aideront tous nos compatriotes de langue anglaise à comprendre ce que nous voulons dire lorsque nous parlons d'une Confédération d'un type nouveau. J'espère surtout que mes paroles contribueront à dissiper les malentendus qui risquent d'éloigner l'un de l'autre les deux groupes fondateurs de notre pays le Canada, que nous voulons tous voir grandir et prospérer car, après tout, il s'agit de notre patrie à tous !